

que seront éliminés les coûts des opérations sur devises et les coûts de la contrepartie sur les opérations de couverture du risque<sup>6</sup>. Ces gains seront négligeables à la lumière de l'évolution annuelle des mesures traditionnelles inter-pays que constituent le prix d'ajustement du taux de change et la compétitivité des coûts (coût unitaire relatif de la main-d'oeuvre et coût du producteur). Ces gains ne peuvent se comparer aux coûts importants et non récurrents dont s'assortissent les préparatifs nécessaires et la mise en oeuvre de l'UEM, de sorte qu'il est très difficile -- voire impossible -- de discerner une incidence nette de l'Union monétaire sur la compétitivité durant une longue période. Comme les taux de change entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie continueront de fluctuer, les écarts de compétitivité entre ces régions, y compris les faibles gains tirés de l'UEM en Europe, pourront être atténués par des mouvements des taux de change.

Les documents de l'EMI et de l'Union européenne font valoir certains avantages que l'UEM apporterait à l'économie européenne. Ce sont les suivants :

- Le coût plus faible des opérations. D'après l'UE, les économies tirées de l'Union monétaire s'établiraient à 0,4 % du PIB, chiffre qui semble quelque peu élevé<sup>7</sup>. Toutefois, même ce montant est faible comparativement aux mesures traditionnelles des prix et de la compétitivité des coûts à l'échelle internationale, mesures qui peuvent facilement varier de plusieurs points de pourcentage par année.
- L'élimination du risque de change dans les opérations conclues entre les États membres de l'Union européenne.
- La stimulation des investissements, de la croissance et de l'emploi grâce à une meilleure gestion de la politique budgétaire et de la politique monétaire, à des taux d'intérêt plus faibles et à une confiance accrue. L'UE est d'avis que les primes de risque intégrées aux taux d'intérêt européens seront éliminées grâce à l'Union monétaire, donnant lieu à des taux d'intérêt plus bas.

---

<sup>6</sup>Le coût de la contrepartie sur les marchés des changes, qui se reflète dans l'écart acheteur-vendeur sur les contrats à terme de devises, se situe dans les centièmes de un pour cent.

<sup>7</sup>Il peut s'agir d'un redressement à la hausse non récurrent du PIB. Le trésor du Royaume-Uni, commentant l'ampleur de l'estimation de 0,4 %, a déclaré ce qui suit : [Traduction] « Pour une grande nation commerciale comme le Royaume-Uni, dont les marchés financiers sont bien développés et concurrentiels, les économies réelles pourraient être considérablement plus faibles ».